

Solutions pour la chaîne d'approvisionnement : Proposition du secteur des fruits et légumes frais d'Amérique du Nord

En novembre 2021, le secteur des fruits et légumes frais d'Amérique du Nord a [demandé de toute urgence une action gouvernementale pour faire face aux importantes perturbations que subissait et subit toujours la chaîne d'approvisionnement](#) et qui ont des répercussions sur nos systèmes alimentaires, nos économies et, au bout du compte, sur les particuliers et les familles partout dans le continent et le monde.

Cette demande comprenait des exemples de difficultés importantes auxquelles sont confrontés les membres du secteur des fruits et légumes frais, y compris les suivants :

- Congestion portuaire paralysante;
- Retards et explosion des coûts d'expédition par conteneur;
- Effet domino de l'inégalité des livraisons de produits;
- Pénuries de main-d'œuvre persistantes dans toute la chaîne d'approvisionnement;
- Pénuries croissantes d'intrants;
- Stockage de produits de consommation.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, notre secteur travaille au quotidien pour trouver des solutions afin de garantir aux consommateurs l'accès continu à nos produits salubres, sains et nutritifs. Presque deux ans plus tard, nous poursuivons nos travaux visant à atténuer les perturbations complexes et interreliées observées dans la chaîne d'approvisionnement qui menacent notre sécurité alimentaire et la viabilité économique de notre secteur à long terme. Les difficultés auxquelles nous sommes confrontés mettent non seulement en péril notre capacité de production nationale, mais également notre capacité à continuer à exporter nos produits vers des marchés étrangers partout dans le monde.

Vous trouverez ci-dessous une série de mesures gouvernementales qui, selon nous, peuvent contribuer à résoudre ces problèmes de façon holistique et multilatérale tout en tenant compte des divers besoins particuliers de nos trois pays. Nous espérons sincèrement que ces recommandations puissent favoriser la future collaboration entre les membres du secteur et le gouvernement afin d'atténuer les graves menaces d'insécurité alimentaire et de pénuries alimentaires, et de renforcer notre chaîne d'approvisionnement.

Pour commencer, étant donné les répercussions considérables et sans précédent des perturbations observées dans la chaîne d'approvisionnement, **on recommande aux gouvernements d'Amérique du Nord de mettre en place des groupes consultatifs industriels nationaux et multilatéraux.** Ces groupes pourront éclairer la prise de décisions et mettre à profit leur expertise pour déterminer les mesures qui permettront de surmonter les difficultés existantes et émergentes ainsi que les facteurs qui ont donné lieu à ces perturbations.

- **Congestion portuaire paralysante** - l'engorgement de tous les grands ports nord-américains provoque des files de navires en attente d'accostage et des empilages de conteneurs en attente de déchargement et de ramassage. Pour nos produits hautement périssables, ces longs retards portuaires peuvent entraîner des pertes de produits et de ventes et se traduire par du gaspillage alimentaire. Les retards importants dans la réception de l'équipement, des matériaux de construction et d'autres intrants risquent également de mettre en péril les prochaines saisons de culture.

Voie à suivre :

- Définir des protocoles pour accorder la priorité à la circulation des biens périssables et essentiels afin d'atténuer la congestion portuaire, d'éviter le gaspillage et l'insécurité alimentaire et de favoriser la réintégration des conteneurs réfrigérés dans le système. Lorsque cela est possible, les autorités portuaires et les organismes gouvernementaux devraient accélérer l'inspection et le dédouanement des marchandises périssables.
 - Concevoir des mécanismes de transport de conteneurs à l'intérieur des terres et les mettre en œuvre afin d'aider à vider les ports et à trier les conteneurs. Ces mécanismes pourraient consister, par exemple, à utiliser temporairement des lots inutilisés à proximité des terminaux maritimes ou à construire des parcs d'entreposage de conteneurs à l'intérieur des terres.
 - Reconnaître la nature interreliée de la chaîne d'approvisionnement lorsque vient le temps de planifier des initiatives visant à atténuer la congestion portuaire. Par exemple, la prolongation des heures d'ouverture des ports constitue uniquement une mesure efficace dans la mesure où les autres activités de la chaîne d'approvisionnement, comme l'entreposage, le transport et les commerçants, peuvent en faire autant.
 - Reconnaître le rôle essentiel des inspections agricoles dans les activités portuaires. Que les inspections aient lieu dans un point d'entrée ou à proximité d'un point d'entrée, les répercussions de la pandémie ont mis une énorme pression sur les ressources des organismes. Les organismes d'inspection agroalimentaire gouvernementaux devraient disposer d'un « plan B » pour gérer les situations de manque de personnel ou de ressources ou de contraintes logistiques. Lorsque cela est possible, les organismes devraient coordonner leurs activités à l'échelle étatique/provinciale ou locale pour veiller à tenir compte des nuances propres au secteur.
 - À long terme, revitaliser les infrastructures portuaires et renforcer les activités de surveillance gouvernementales visant à confirmer le maintien des normes de services portuaires afin de simplifier les opérations à l'avenir.
 - Accroître la collecte de données et la transparence des renseignements liés au transport de la marchandise dans les terminaux portuaires afin de soutenir la planification des activités commerciales et de la logistique et d'améliorer les infrastructures et les activités portuaires.
- **Retards et explosion des coûts d'expédition par conteneur** – tandis que les grandes sociétés maritimes internationales renvoient des conteneurs vides en Asie et affichent des bénéfices record, le secteur nord-américain subit des retards d'expédition qui s'étirent parfois sur plusieurs semaines, donnant lieu à d'importantes pertes de produits et de ventes. La hausse exponentielle du coût des conteneurs et le nombre limité de conteneurs réfrigérés s'ajoutent à une situation déjà périlleuse qui crée d'énormes problèmes pour le secteur des fruits et légumes frais et la sécurité alimentaire de nos pays.

Voie à suivre :

- Mener des enquêtes multilatérales et déployer des efforts pour faire appliquer la loi et ainsi garantir la mise en œuvre de pratiques commerciales éthiques et équitables par les transporteurs internationaux afin de favoriser la circulation continue des biens. Il est essentiel que ces efforts n'encouragent pas les entreprises à réorienter leurs activités vers d'autres pays.

- Soutenir la mise en œuvre de pratiques exemplaires relatives aux expéditeurs, aux transporteurs et aux destinataires, comme celles élaborées par le Groupe de travail nord-américain sur le transport des fruits et légumes et veiller à disposer d'un robuste mécanisme de règlement des différends pour régler les plaintes.
 - Passer en revue tous les frais exigés pour les situations qui échappent au contrôle des importateurs et des exportateurs, y compris, mais sans s'y limiter, les retards, les retenues, les retenues de nuit, le temps de déchargement et les changements apportés à la date de retour précoce, afin de garantir des pratiques commerciales raisonnables et équitables et d'éviter l'imputation des coûts aux consommateurs. L'imposition de frais déraisonnables devrait être interdite.
 - Veiller à ce que les frais gouvernementaux n'imposent pas de coûts ni de difficultés non intentionnels à la chaîne d'approvisionnement. Avant d'imposer tout « frais d'urgence », les gouvernements devraient consulter les membres du secteur afin de veiller à ce que leurs efforts bien intentionnés ne nuisent pas aux activités commerciales.
 - Veiller à ce que les efforts gouvernementaux liés à l'expédition internationale des conteneurs tiennent compte de la nécessité d'accéder à des conteneurs réfrigérés pour transporter des biens essentiels, comme des fruits et légumes frais.
 - Mettre au point des mesures pour faciliter la circulation des camions, y compris en réglant le problème de manque d'harmonie concernant les limites de poids dans chaque région et en prolongeant temporairement les heures de service pour les transporteurs qui transportent des produits agricoles, du matériel d'emballage ou d'autres produits à usage agricole.
- **Effet domino de l'inégalité des livraisons de produits** - un retard considérable dans la réception de produits périssables suivi de la réception d'une grande quantité de produits en une seule fois déclenche une série de nouveaux problèmes et coûts, notamment l'organisation de la distribution et la recherche de main-d'œuvre supplémentaire pour reclasser et réemballer les produits récupérables afin d'éviter autant que possible les pertes et le gaspillage. Par ailleurs, en raison des obstacles à l'exportation, davantage de produits cultivés en Amérique du Nord doivent y rester, ce qui engendre de nouveaux problèmes d'offre et de demande, notamment une baisse de la rentabilité pour tous les partenaires de la chaîne d'approvisionnement intérieure.

Voie à suivre :

- Orienter les efforts des gouvernements de façon à régler les problèmes complexes et interreliés auxquels font face les intervenants de la chaîne d'approvisionnement en tirant parti des ressources, de l'expertise et du dévouement de tous les ministères et organismes concernés et des intervenants du secteur afin de favoriser la mise en place de solutions efficaces et d'éviter toute complication non intentionnelle.
- **Pénuries de main-d'œuvre persistantes dans toute la chaîne d'approvisionnement** – de graves pénuries de main-d'œuvre touchent le secteur des fruits et légumes frais, d'abord dans les établissements agricoles, mais aussi dans toute la chaîne d'approvisionnement, affectant aussi bien la plantation et la récolte que l'emballage, le transport, la vente au détail et les services alimentaires. Les gouvernements ont un rôle crucial à jouer pour inciter la main-d'œuvre à revenir à la tâche et faciliter l'accès à la main-d'œuvre nationale et étrangère.

Voie à suivre :

- Offrir des mesures incitatives pour inciter les Canadiens à occuper des postes essentiels au maintien du bon fonctionnement de la chaîne d’approvisionnement, comme des postes dans les entrepôts et dans le secteur du transport.
 - Chercher des occasions de simplifier et de rationaliser le processus d’embauche de travailleurs étrangers pour les entreprises lorsque la demande dépasse la capacité nationale.
 - Passer en revue les exigences d’admissibilité et améliorer les activités de surveillance gouvernementales du programme d’assurance-emploi afin de veiller à ce qu’il ne dissuade pas les gens de travailler.
 - Mettre en œuvre des programmes de formation gouvernementaux ainsi que des mesures promotionnelles et incitatives pour aider les travailleurs à acquérir des compétences en vue de pallier les pénuries de main-d’œuvre à l’échelle de la chaîne d’approvisionnement.
 - Il est important de reconnaître que le secteur des fruits et légumes frais est volatile, notamment en raison des conditions météorologiques et de la santé des végétaux, et c’est pourquoi il faut mettre en œuvre des programmes pour intervenir rapidement lorsque des événements brutaux surviennent.
- **Pénuries croissantes d’intrants** - qu’il s’agisse d’engrais, de produits de protection des cultures, de matériaux de construction de serre, de palettes, de carton ou de produits d’emballage, la chaîne d’approvisionnement des fruits et légumes frais subit des pénuries croissantes et une hausse du coût des intrants essentiels à notre secteur, dont les répercussions se font déjà sentir et se montrent menaçantes pour l’avenir.

Voie à suivre :

- Outre les mesures visant à faciliter la circulation des produits, il est important d’affecter des ressources pour élargir l’accès à des produits d’intrants provenant de différents pays d’origine et ayant des exigences d’importation restrictives.
- **Stockage de produits de consommation** – comme indiqué précédemment, bien que les problèmes liés à la chaîne d’approvisionnement ci-dessus soient très préoccupants, il est essentiel qu’ils ne soient pas exacerbés par une fièvre d’achats ou le stockage de produits de consommation.

Voie à suivre :

- Indiquer clairement au grand public que le stockage de produits ne fera qu’accentuer les perturbations observées dans la chaîne d’approvisionnement. Les messages mis de l’avant doivent être rassurants, fondés sur les commentaires des secteurs concernés et porter sur la disponibilité des produits de consommation à court et à long terme.

Pour terminer, nous rappelons que nos gouvernements doivent absolument collaborer pour atténuer les perturbations observées dans la chaîne d’approvisionnement de façon holistique et multilatérale. Sans un engagement concerté à trouver des solutions, ces défis entraîneront des répercussions durables sur toutes les économies nord-américaines et les gens qui en dépendent.

